

Prise de position :

La précarité étudiante, une triste réalité.

Samuel Mayol



Il devient de plus en plus difficile de réussir des études supérieures en France. Non pas parce que le niveau baisse mais parce que la précarité étudiante s'est largement répandue sur nos campus. Les chiffres sont édifiants¹ :

- 37,5 % des étudiants sont boursiers sur critères sociaux
- Le coût de la rentrée étudiante a atteint 2 285,26 € en 2019
- 30,9% des étudiants ne reçoivent aucune aide de la part de leur famille
- Un étudiant sur cinq a déjà eu des pensées suicidaires
- Le revenu moyen d'un étudiant s'élevait en 2016 à 837€
- 20,8% des élèves et étudiants vivaient sous le seuil de pauvreté en 2016
- 13,5% des étudiants ont déjà renoncé à des soins faute d'argent
- 46 % des étudiants ont une activité rémunérée à côté de leurs études

Et la liste pourrait encore s'allonger.

Cette précarité étudiante n'est pas le seul problème des étudiants concernés.

Elle est le problème de la société toute entière.

Notre pays, comme toute nation a besoin d'une jeunesse bien formée, bien diplômée pour relever les défis de demain.

Or, dans le contexte actuel il est difficile pour un étudiant de mener de front des études supérieures de qualité et de devoir trouver des emplois pour subvenir à leurs besoins vitaux.

Devant cette situation déjà tendue, nous constatons avec stupeur que 35 millions d'euros ont

¹ <https://photo.neonmag.fr/la-precarite-etudiante-en-12-chiffres-38570#la-precarite-etudiante-la-realite-des-chiffres-e8jg7>

été supprimés pour la vie étudiante².

A travers cette décision le message envoyé à notre jeunesse est qu'il faut être riche pour réussir ses études en France.

Les seuls qui pourront avoir accès à l'enseignement supérieur sont ceux qui pourront se payer leurs études.

La précarisation des étudiants, déjà réelle, ne fera qu'accentuer les échecs des étudiants, dont certains sont contraints d'arrêter leurs études.

La situation devient telle qu'un plan d'urgence devient essentiel

² <https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/en-2019-le-gouvernement-supprime-35-millions-d-euros-du-budget-de-la-vie?fbclid=IwAR0QH6oSY2BQAIDtuFg0vzMoOMFZ8fvuNnQF4boi3BgyEIIzC1kfEDQexKU#.Xhg9LCFBGGQ.facebook>